

**Assemblée générale**

Distr. générale
25 mars 2010
Français
Original : anglais

Soixante-quatrième session

Point 128 de l'ordre du jour

Tribunal international chargé de juger

les personnes accusées de violations graves

du droit international humanitaire

commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie

depuis 1991

**Lettre datée du 19 mars 2010, adressée au Président
de l'Assemblée générale par le Président
du Conseil de sécurité**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de la résolution 1915 (2010), adoptée à l'unanimité par le Conseil de sécurité à sa 6286^e séance, tenue le 18 mars 2010, qui est conçue comme suit :

Le Conseil de sécurité,

Prenant note de la lettre que le Secrétaire général a adressée à son président le 15 mars 2010 (S/2010/133), à laquelle était jointe la lettre en date du 1^{er} mars 2010 du Président du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (« le Tribunal »),

Rappelant ses résolutions 827 (1993) du 25 mai 1993, 1581 (2005) du 18 janvier 2005, 1597 (2005) du 20 avril 2005, 1613 (2005) du 26 juillet 2005, 1629 (2005) du 30 septembre 2005, 1660 (2006) du 28 février 2006, 1668 (2006) du 10 avril 2006, 1800 (2008) du 20 février 2008, 1837 (2008) du 29 septembre 2008, 1849 (2008) du 12 décembre 2008, 1877 (2009) du 7 juillet 2009 et 1900 (2009) du 16 décembre 2009,

Rappelant que dans sa résolution 1900 (2009), il a décidé que, même si leur mandat expirait le 31 décembre 2009, les juges Kimberley Prost (Canada) et Ole Bjørn Støle (Norvège) siègeraient jusqu'à la fin de l'affaire *Popović* et que le nombre total de juges *ad litem* siégeant au Tribunal pourrait temporairement dépasser le maximum de 12 prévu au paragraphe 1 de l'article 12 du Statut du Tribunal, sans jamais être supérieur à 13, avant d'être ramené à un maximum de 12 d'ici au 31 mars 2010,

Notant qu'en raison de circonstances imprévues, le jugement de l'affaire *Popović* ne sera pas rendu avant la fin mars 2010,



Convaincu qu'il est souhaitable de permettre que le nombre total de juges *ad litem* siégeant au Tribunal dépasse temporairement le maximum de 12 fixé au paragraphe 1 de l'article 12 du Statut du Tribunal,

Priant instamment le Tribunal de prendre toutes les mesures possibles pour achever rapidement ses travaux,

Agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies,

1. *Décide* que le nombre total de juges *ad litem* siégeant au Tribunal pourra temporairement dépasser le maximum de 12 prévu au paragraphe 1 de l'article 12 du Statut du Tribunal, sans jamais être supérieur à 13, avant d'être ramené à un maximum de 12 d'ici au 30 juin 2010, ou à la date de l'achèvement du procès *Popović* si elle est antérieure;

2. *Décide* de demeurer saisi de la question.

Le Président du Conseil de sécurité
(Signé) Emmanuel **Issoze-Ngondet**
